

Le gouvernement et le dialogue social... **(Communiqué de Lutte Ouvrière)**

Le Premier ministre Manuel Valls a annoncé son intention de passer en force pour appliquer l'accord appelé bien à tort "revalorisation des salaires et des carrières des fonctionnaires", malgré le refus de plusieurs syndicats, majoritaires, de signer ce texte. A écouter Valls, si les fonctionnaires sont mal payés, ce serait de la faute des syndicats qui refusent de signer !

Alors que les salaires des fonctionnaires sont gelés depuis 2010, que le gouvernement continue de supprimer des dizaines de milliers de postes dans les services publics utiles à la population, Valls ose se poser en défenseur des fonctionnaires, en particulier les plus modestes.

Si cet accord prévoit de revaloriser les salaires les plus faibles - qui ne dépassent pas le Smic - et d'intégrer certaines primes dans le salaire mensuel, cela se fera à budget quasiment constant. Les avancées pour les nouveaux fonctionnaires seront des reculs pour tous les autres puisque la durée entre deux promotions sera allongée.

Dans le secteur public comme dans le secteur privé, les salaires permettent de moins en moins de vivre correctement. Ils doivent être revalorisés puis indexés sur la hausse réelle du coût de la vie. Une telle mesure ne sortira d'aucun "dialogue social". S'ils ne veulent pas être jetés dans la misère et la précarité, les travailleurs devront l'imposer !

Pour LO 65

F. Meunier,

tête de section 65 pour la liste LO aux Régionales